

INTERVENTION
de Monsieur Jean-Pierre SUEUR
Secrétaire d'Etat, Maire d'Orléans
8 MAI 1992

Monsieur le Ministre,

Qu'il me soit permis, tout d'abord, de vous souhaiter la bienvenue au nom des habitants de notre ville.

Bienvenue à ORLEANS et merci de nous faire l'honneur de présider nos fêtes.

Bienvenue aussi à tous nos invités, venus de nos villes jumelles, venus du monde entier. Amis venus d'ALLEMAGNE, de GRANDE-BRETAGNE, d'ESPAGNE, d'ITALIE, de NORVEGE, des ETATS-UNIS, du JAPON, de ROUMANIE, de POLOGNE, amis venus de toute la France, merci pour votre amitié et votre fidélité.

Monsieur le Ministre,

Vous savez la place singulière qu'ORLEANS tient dans l'histoire de notre pays.

C'est ici que la FRANCE plonge quelques unes de ses racines les plus profondes.

C'est ici que la FRANCE a repris confiance en elle-même alors que tout l'incitait à la résignation.

C'est ici que la FRANCE a refait son unité après cent années de troubles et d'occupation étrangère.

C'est ici que Jeanne, cette fille du peuple, issue du peuple, et qui lui appartiendra toujours, a changé le cours des choses, s'appuyant sur sa seule conviction, sur son sens du droit, sur son goût de la justice.

Et c'est pourquoi cette fête n'est pas une commémoration ordinaire.

Elle nous invite à la réflexion.

Elle constitue un appel.

Elle nous appelle à bousculer les vérités toutes faites, à oublier les habitudes, à revenir à l'essentiel.

L'essentiel, c'est le droit pour tout être humain à vivre dans la dignité, dans la liberté, à s'émanciper, à s'épanouir.

C'est le droit de tous les hommes, de toutes les femmes et de tous les enfants à la paix, à la liberté, au développement.

C'est un défi pour la France.

C'est un défi pour l'Europe.

Nos pays d'Europe se sont livrés par le passé bien des guerres. Quinze siècles de tuerie ont embrasé le sol européen et entraîné trop souvent les peuples-frères qui l'habitent à se battre les uns contre les autres.

Aujourd'hui, la liberté a fait des pas considérables. Mais nous voyons revenir les risques qu'une nouvelle balkanisation, qu'un retour des nationalismes exacerbés portent en eux.

Notre réponse ne saurait être une Europe abstraite et désincarnée.

Ce doit être l'Europe des droits de l'homme, une Europe porteuse de nouveaux rapports avec les pays du sud ; une Europe capable d'imposer la force de la paix contre tant de haines recuites, tant d'ambitions déçues, tant de violence endormie ; l'Europe de la culture et de la science ; l'Europe de la fraternité face à toutes les formes d'exclusion et de ségrégation, toujours renaissantes dans les mégalo-pôles déshumanisées et dans ces pays où le fanatisme et la théocratie s'installent comme autant de dogmes auxquels les citoyens ne peuvent se soustraire

Cher Bernard KOUCHNER,

Nous vous avons invité parce que nous avons, avec beaucoup de nos concitoyens, reconnu dans votre action la volonté constante de défendre tous les droits de tous les êtres humains. Non pas théoriquement, mais pratiquement.

Cette action a trouvé un écho à ORLEANS où nous organisons chaque année un Forum des Droits de l'Homme puisque notre municipalité a choisi de mettre tout particulièrement l'accent sur ce thème.

Monsieur le Ministre,

Messenger de la paix, secouriste des populations décimées par les conflits meurtriers, des peuples exilés et de partout pourchassés, avec vos confrères médecins sans frontière, sans barrière et sans préjugé, vous avez cherché à avancer, à établir des ponts aériens parfois précaires, comme des bouées des temps modernes, sans craindre de bousculer la langue de bois diplomatique, et au risque d'agacer puissamment ceux qui considèrent qu'il y a toujours d'excellentes raisons pour ne rien faire.

Cela vous a conduit à poser clairement la question de la limite du droit des Etats, la question du devoir d'ingérence.

Pas plus que la communauté internationale, l'Europe ne peut plus se contenter d'assister passivement à la montée des violences. Elle ne peut se contenter de regarder comme un simple spectateur les Etats violer les droits des citoyens ou ceux des minorités.

Soyez remercié, Cher Bernard KOUCHNER, d'avoir posé ces questions.

Sur toutes ces questions, nous voulons continuer à réfléchir et à agir avec vous.

Cela ne nous détournera pas, bien au contraire, de la signification profonde de ce jour du 8 mai où notre ville connut deux fois en son histoire la joie de la libération.

Vive Orléans !

Vive la République !

Vive la France !